

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE**4^e CONFÉRENCE RÉGIONALE DES DIRECTEURS DES SERVICES STATISTIQUE ET PLANIFICATION**

(Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 22-26 juillet 2013)

Séance 1 : Progrès récents en matière d'enquêtes démographiques et sanitaires

(Document présenté par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique)

RÉSUMÉ

1. Ce document fait le point sur la conduite d'enquêtes démographiques et sanitaires dans la région, notamment les accomplissements, les difficultés rencontrées et les mesures nécessaires pour aller de l'avant. À la différence des premiers accords de financement pluriannuel/multi-pays entre la Banque asiatique de développement (BAsD) et la CPS, qui ont permis le financement intégral de quatre enquêtes démographiques et sanitaires entre 2007 et 2009 (Îles Salomon, Nauru, Îles Marshall et Tuvalu), avec un modeste complément financier de la NZAID et de l'UNFPA à un fonds commun de financement, le programme 2012/13-2014/15 mené actuellement avec la BAsD est de portée plus modeste, et ne permet que le financement partiel de deux enquêtes démographiques et sanitaires et de deux enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages.

Principaux résultats

2. Les Tonga ont achevé leur enquête démographique et sanitaire. Le rapport d'enquête est en cours de révision. Un atelier conjoint entre le Ministère tongan de la santé et l'UNFPA doit être organisé pour s'assurer que le rapport contient les informations essentielles pour l'élaboration et la planification de stratégies de santé sexuelle et génésique.
3. Une enquête mixte (démographique et sanitaire/enquête en grappes à indicateurs multiples) est en cours à Vanuatu ; sa mise en œuvre se passe comme prévu, et les travaux de terrain devraient se dérouler de septembre à novembre 2013.
4. Les Fidji n'ont pas été en mesure d'organiser l'enquête démographique et sanitaire prévue en 2012 en raison de désaccords internes concernant la taille de l'échantillon ; une solution n'ayant pu être trouvée pour sortir de l'impasse, la période de financement prévue a été dépassée, et l'UNFPA a dû reprogrammer sa contribution, tandis que la CPS a réaffecté son aide financière à l'enquête mixte évoquée ci-dessus, à Vanuatu.

Principales difficultés rencontrées

5. La transition d'un simple accord tripartite (2007-2009), prévoyant un financement par la BAsD et la CPS, et une mise en œuvre par la CPS et les SNS) au dispositif actuel, plus complexe et associant plusieurs parties prenantes (BAsD-UNFPA-CPS pour le financement ; CPS et SNS pour quelques enquêtes sanitaires ; et UNFPA-UNICEF pour d'autres).
6. L'établissement et le maintien de lignes de communication efficaces entre les organismes nationaux partenaires.

Mesures proposées pour aller de l'avant/recommandations

7. Continuer de gérer la mise en œuvre des enquêtes démographiques et sanitaires en améliorant la communication/coordination interne et externe entre les parties prenantes au niveau national, régional et international.
8. Rechercher d'autres modalités opérationnelles en 2014 et pour la Phase 2, une fois les modalités de financement actuelles parvenues à leur terme.